

Congrès AFSP Paris 2013

ST 30, « Les enseignants, un groupe mobilisé ? »

Ferhat Ismail, CHSP/Sciences-Po, ismail.ferhat@sciences-po.org

« *Un chaînon entre enseignants et parti socialiste ? Les Cercles Jean-Jaurès (Années 1940-1980)* »

Introduction.

Le socialisme de l'après-1945: un mouvement sociologiquement atone et recroquevillé ?

Le mouvement socialiste Français de l'après seconde-guerre-mondiale a semblé, dans la faiblesse de son implantation en milieu socio-professionnel, spécifique au sein de la social-démocratie européenne. L'image d'une SFIO mollétiste réduite à un parti d'élus, de notables et de clientèles locales est de ce point de vue prégnante à la fois dans les sciences sociales et dans la littérature militante¹. Cette perception a d'ailleurs survécu à propos du Parti socialiste de l'après-Epinay, la science politique en particulier mettant l'accent sur un socialisme hexagonal relativement dépeuplé- en comparaison des socialismes européens- et désespérément endogame et malthusien².

Cette constatation peut s'appuyer sur des tendances lourdes de la genèse et de la sociologie historique du socialisme hexagonal. Alors que la SFIO de l'après-1945 a volontiers mis en avant –voire exagéré- son ouvriérisme et sa composante populaire, plusieurs facteurs ont lourdement grevé son implantation dans la société civile en général, et dans le champ socio-professionnel en particulier³. La domination du Parti Communiste et de la CGT après 1947 dans de larges pans du salariat hexagonal en est un aspect important. De même, l'indépendance farouche de *Force Ouvrière* a empêché l'émergence d'une relation de type social-démocrate entre le parti et le secteur syndical⁴. Enfin, les crises politiques et l'affaiblissement qui ont touché la SFIO, notamment à partir de l'épisode du Front républicain en 1956, ont fortement perturbé les possibilités d'un enracinement efficace au sein de la société française. Le Parti socialiste d'après Epinay a hérité de ces caractéristiques parfois « accidentelles » du socialisme hexagonal : pas de secteur syndical de type social-démocrate, absence de militantisme de masse, et une part élevée d'élus et de professionnels de la politique au sein de ses adhérents. Cependant, cette faiblesse n'épuise pas la question des réseaux que le socialisme hexagonal a entretenus au sein de la société française.

Les réseaux enseignants socialistes : une approche qui nuance de manière sectorielle la « sclérose sociologique » du socialisme hexagonal

¹ Pour un exemple précoce de cette analyse Cf. Jacques MANDRIN, Socialisme ou social-médiocratie, Paris : Le Seuil, 1969 ; François LAFON, « Des principes du mollétisme », in Bernard MENAGER (dir.), Guy Mollet, un camarade en République, actes du Colloque de Lille III et de la mairie d'Arras du 25-26 Octobre 1986, Lille, Presses universitaires de Lille, 1987, p.59-91

² Hugues PORTELLI, Le socialisme français tel qu'il est, Paris : PUF, 1980 ; Rémi LEFEBVRE, Frédéric SAWICKI, La société des socialistes, Paris : Edition du Croquant, 2006

³ Marc SADOUN, « Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *Revue française de science politique*, 1988, volume 38, n°3, pp.348-369

⁴ Michel PIGENET, « Force Ouvrière : une force incontournable », *Mouvements* n°43, janvier-février 2006, pp.47-52 ; Karel YON, *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO : éléments pour la sociologie d'un "monde de pensée"*, thèse Science politique, Paris I, 2008

La notion de réseaux est utilisée de manière croissante en sciences sociales, notamment du fait de la diffusion des modes de pensée et d'organisation liées aux nouvelles technologies. En histoire et en science politique, la notion de « réseaux » est notamment illustrée par les travaux de l'historienne Claire Lemerrier. Celle-ci transpose à la fois les cadres cognitifs issus de la révolution Internet et en même temps les méthodes d'analyse croisée des données⁵. La notion de « réseaux » a été popularisée pour l'étude de l'implantation sociale et territoriale du PS à partir des années 1990 par les travaux de Frédéric Sawicki, et à sa suite par un nombre croissant de chercheurs⁶. La notion souligne que le socialisme français a entretenu des affinités électives avec certains secteurs de la société civile hexagonale, comme le secteur associatif et le monde laïque (Gilles Morin, 2007), certaines configurations socio-régionales (Frédéric Sawicki, 1997), et les collectivités locales, en particulier les communes (Rémi Lefebvre, 2001 ; Aude Chamouard, 2010).

Dans le cas de la présente étude, la notion de « réseaux enseignants socialistes » est utilisée comme l'ensemble des liens formalisés (associations, structures) spécifiquement établis en relation avec ou par le Parti socialiste vis-à-vis du champ enseignant (enseignants du premier et du second degré publics, syndicalisme enseignant, secteur associatif proche de l'Education nationale).

Le cas des Cercles Jean-Jaurès : l'exemple d'un réseau entre socialisme hexagonal et monde enseignant (années 1940-1980)

Parmi les réseaux socialistes, les tentatives d'implantation dans le monde enseignant (entendu comme l'ensemble des enseignants du premier et du second degré) du socialisme français ont été peu étudiées. La configuration spécifique du syndicalisme enseignant hexagonal, lié au politique et autonome voire méfiant vis-à-vis des partis, est une des explications⁷. Pourtant, la surreprésentation des enseignants est une donnée structurelle du PS. Même si les enquêtes d'Henri Rey (1985, 1998, 2011) soulignent un déclin sensible, le pourcentage d'enseignants au PS montre encore une nette surreprésentation de cette catégorie socio-professionnelle. En effet, considéré(e) comme étant le « parti des enseignants », la SFIO puis le PS a les professions de l'Education nationale, en particulier les enseignants du premier degré qui constituaient la majorité des enseignants jusqu'à la fin des années 1970. La proximité culturelle (républicanisme, laïcité, défense de l'école et des services publics) constitue un puissant substrat commun. Le monde enseignant présentait pour la SFIO puis le PS un triple avantage : plutôt favorable aux forces de gauche, il a été néanmoins sous-représenté – sans être absent néanmoins- dans le champ communiste⁸. D'autre part, il s'agit d'une profession- notamment pour ce qui a longtemps été son cœur numérique, les instituteurs- à forte syndicalisation. Or, celle-ci s'accompagnait de la domination de la Fédération de l'Education nationale (FEN), qui jusqu'à son éclatement en 1992, constitue la force syndicale dominante dans le système éducatif. La majorité de cette organisation se réclame du socialisme laïque et réformiste. Enfin, les enseignants constituent un public « multi-positionné », avec une tradition de présence simultanée dans plusieurs champs (politique, associatif, syndical), ce qui démultiplie l'influence de ce groupe, qui maille par ailleurs l'ensemble du territoire national.

⁵ Claire LEMERCIER, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n°52, février 2005, pp.88-102

⁶ Frédéric SAWICKI, *Les Réseaux du parti socialiste*, Paris : Belin, 1997

⁷ Pour un panorama sur le syndicalisme enseignant hexagonal, Bertrand GEAY, *Le syndicalisme enseignant* : Paris, La Découverte, 2010 (réédition)

⁸ Jacques GIRAULT, *Les enseignants dans la société française au XXe siècle : itinéraires, enjeux, engagements*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2004

Un cas de réseau enseignant socialiste n'a jamais été étudié. Il s'agit des *cercles Jean Jaurès*, qui couvrent une période importante de l'histoire du socialisme français, de l'après la seconde guerre mondiale jusqu'aux débuts des années 1980. Créés à l'attention- et par- des enseignants socialistes vers 1946-1947, ils ont constitué une expérience spécifique, à la frontière des champs partisan, syndical et professionnel, de lien entre le mouvement socialiste et un milieu socio-professionnel. En effet, ces structures locales, contrôlées par une « union nationale » ont connu une durée de vie sans équivalent parmi les réseaux enseignants socialistes. D'autre part, ils peuvent servir d'exemple d'étude des tensions qui traversent les rapports entre le socialisme hexagonal et ce milieu socio-professionnel. Il existe une triple matrice de débats dans la « politique enseignante » des socialistes français, qui sous-tend d'ailleurs la polysémie de la notion de *réseaux enseignants socialistes*. Les Cercles Jean-Jaurès peuvent être dès lors lus à travers cette triple matrice analytique :

- **Les Cercles Jean-Jaurès entre « national » et « local »**

D'une part, les réseaux enseignants socialistes doivent-ils être contrôlés par un appareil national- voire l'appareil partidaire lui-même- ou sont-ils laissés partiellement ou totalement à la charge de structures locales (associations, sections, fédérations)?

- **Les réseaux enseignants socialistes, entre homogénéité et pluralité**

Les réseaux enseignants socialistes sont-ils de nature plurielle (politiquement, sociologiquement, syndicalement, culturellement) ou au contraire reflètent-ils une forme d'unité ou du moins une volonté d'unification? Les Cercles Jean-Jaurès sont-ils l'acteur principal ou concurrencé des réseaux entre Parti socialiste et monde enseignant ?

- **La nature du substrat des réseaux enseignants socialistes**

Quelles sont les formes de l'interaction entre socialisme et monde enseignant et quel substrat forme le principe de gravité de celle-ci ? Quels sont les aspects sociologiques de cette interaction ? Ainsi, peut-il exister des formes de déphasage culturel et social entre les deux champs qui pourrait affaiblir les réseaux enseignants socialistes ? De plus, la relation du Parti socialiste avec le monde enseignant doit-elle être spécifique ou au contraire être intégrée aux liens plus globaux avec la société civile, au nom du refus d'être un « parti d'enseignants »?

A partir de ce triple prisme d'analyse, la présentation s'appuie sur un travail de thèse en voie d'achèvement sur les rapports entre PS et la FEN de 1971 à 1992 à l'IEP Paris. Elle recourt notamment à des archives inédites du secteur éducation de la SFIO puis du PS, des *Cercles Jean-Jaurès* ainsi que des organisations syndicales et laïques (FEN, Comité National d'Action Laïque dont fait partie la FEN), permettant un croisement des sources. De plus, elle s'appuie sur une série d'entretiens avec des acteurs à la fois issus du syndicalisme enseignant et du PS. L'étude privilégie une approche interdisciplinaire, utilisant les outils de l'histoire, ceux de la science politique (notion de réseaux, analyse des partis politiques) ainsi que de la sociologie (sociologie des professions ; sociologie des organisations). Le plan suivi se structure autour d'une approche chronologique. La période de genèse et d'installation des Cercles Jean-Jaurès (de l'après-guerre au Front républicain) fonde les caractéristiques de ceux-ci (I). Dans le cadre de la période difficile pour la SFIO puis le PS de 1956 au congrès d'Epinay (1971), les Cercles Jean-Jaurès deviennent une ressource plus investie par l'appareil national (II). Enfin, les années 1970 voient se succéder la multiplication des réseaux enseignants au PS, suivie par la volonté d'une politique plus centralisée vis-à-vis du monde enseignant de la part de l'appareil socialiste, à un moment où les Cercles s'affaiblissent (III).

1) **La genèse des Cercles Jean Jaurès (Après-guerre au début des années 1950) : la mise en place d'un réseau décentralisé entre SFIO et monde enseignant**

A. La mise en place d'un réseau socialiste enseignant, fruit de facteurs complexes

Créées par la SFIO après la seconde guerre mondiale, Les Groupes socialistes d'entreprise (GSE) doivent pallier à la faiblesse de l'enracinement social et syndical du mouvement partisan socialiste, notamment face au PCF et à la CGT. Ils doivent regrouper des adhérents socialistes sur leur lieu de travail. Parmi ces Groupes socialistes d'entreprise élaborés à la libération, se trouvent des structures spécifiques destinées au monde enseignant. Ceux-ci s'intitulent les « Cercles Jean-Jaurès ». Le premier cercle naît en 1944 à Paris, regroupant exclusivement des enseignants (instituteurs, professeurs, et quelques universitaires) et des personnels autres de l'Education nationale. D'autres cercles naissent entre 1944 et 1946, les sources étant d'ailleurs imprécises⁹. Dans un premier temps, jusqu'en 1948, les Cercles Jean-Jaurès ne sont pas autonomes : ils relèvent du secteur plus global des GSE. Deux explications peuvent être données : d'une part, les GSE sont un moyen pour concurrencer le PCF dans le monde du travail. D'autre part, chez certains socialistes, enseignants compris, un complexe ouvriériste est présent. Ainsi, les Cercles Jean-Jaurès sont présentés non pas comme la preuve d'une relation spéciale ou du moins spécifique entre SFIO et personnels enseignants, mais comme une simple déclinaison des liens entre le parti et le monde ouvrier¹⁰ :

« Ce nouveau type d'organisation s'est épanoui depuis la Libération dans la constitution de « groupes socialistes d'entreprise ». Déjà, sur le plan national, métallurgistes, cheminots, postiers, ouvriers du livre ont constitué des « unions nationales ». Nous avons cru indispensable de suivre leur exemple, et c'est pourquoi le mois dernier, nous avons fondé à Paris « l'union des groupes socialistes de l'Education Nationale. »

Nonobstant cet ouvriérisme affirmé, les Cercles Jean-Jaurès connaissent un développement plus favorable que les autres GSE, qui sont bloqués dès 1948 par Force Ouvrière. En effet, la nouvelle confédération ne veut pas de structures qui pourraient la concurrencer dans son implantation. La SFIO assigne aux Cercles Jean-Jaurès une tâche globale, à savoir l'encadrement de « tous les services relevant du ministère de l'Education Nationale ». Les Cercles sont par la suite coiffés par un organisme national, le « Bureau national des Cercles Jean-Jaurès », qui prend le relais de l'union nationale des GSE Education nationale. Dans ce bureau se retrouvent notamment des parlementaires SFIO spécialisés dans les questions éducatives. Les Cercles se dotent d'une revue, *L'Université socialiste*, qui est publiée au moins jusqu'en 1981 sous des formats et des périodicités variables. Il est à noter qu'aucune déclaration en préfecture n'est faite en 1944 pour le Cercle Jean-Jaurès de Paris.

Les instituteurs représentent une partie importante de la base sociologique de ces organismes, sans être cependant les seuls : les professeurs du second degré général et technique, les personnels éducatifs non-enseignants y sont aussi présents¹¹. Cette présence des instituteurs peut être notamment mesurée par une présence des Cercles y compris dans des zones relativement rurales et alors largement dépourvues d'établissements du second degré. De plus, les Cercles Jean-Jaurès sont en relation privilégiée, dans le champ du syndicalisme enseignant, avec le syndicat des instituteurs, le SNI, signe tangible de leur composition sociologique. En effet, la FEN – dont le SNI relève – devient autonome en mars 1948, une majorité d'adhérents refusant de rejoindre la CGT ou FO. Dès lors, la direction du SNI adopte une attitude différente de FO vis-à-vis des GSE, et ne refuse pas le développement des Cercles.

⁹ « L'organisation socialiste » in *L'Université Socialiste*, n°1, juillet 1947 et Sténotypie des rapports du 41^{ème} congrès national de la SFIO 15-18 juillet 1949 à Paris (OURS)

¹⁰ « 'Organisation socialiste' par l'union des groupes socialistes de l'Education Nationale », *Université socialiste* n°1, juillet 1947

¹¹ *Université socialiste* n°1, Juillet 1947

Les Cercles Jean-Jaurès sont aussi le fruit d'une stratégie relevant du centre de l'appareil partidulaire socialiste. Des cadres nationaux de la SFIO interviennent dans leur direction nationale. C'est par exemple le cas de Pierre Giraud, cadre de la SFIO parisienne, professeur agrégé qui devient un des experts éducatifs du parti et des cabinets ministériels socialistes de la IV^{ème} République, avant de devenir sénateur de Paris. D'autres cadres socialistes de l'Education nationale, comme Aristide Beslais, sont présents dans la formation des Cercles Jean-Jaurès. Ce dernier personnage est révélateur de la multi-positionnalité des enseignants socialistes entre la SFIO, la majorité de la FEN et la galaxie des associations laïques et périscolaires qui marque les Cercles. Outre sa place à la SFIO, il est en effet directeur général de l'enseignement du premier degré jusqu'en 1961, président de « la Jeunesse en plein air » (JPA), de la « Fédération générale des Pupilles de l'Enseignement Public », du « Comité d'accueil des Elèves des Ecoles Publiques » (associations toutes proches de la FEN et de la galaxie laïque)¹². Une telle interpénétration est courante dans la galaxie laïque qui existe autour de la FEN et du CNAL (Comité national d'action laïque). Elle peut expliquer l'homogénéité notable du fonds culturel des membres des Cercles, autour de la laïcité, de la culture républicaine et de la défense de l'école publique.

Les Cercles proposent des activités relativement comparables à celles d'autres structures de la SFIO. Les conférences y tiennent une large part, alimentées par un vivier de conférenciers issus de la SFIO, de la FEN et des associations laïques. Des sessions de formation et d'éducation populaire sont organisées dans les Cercles les plus importants, des études et analyses sont menées sur des sujets relativement divers (école, histoire, actualité). De fait, les travaux locaux sont relativement autonomes, avec une liberté réelle de choix et de mise en œuvre de ceux-ci. La taille des cercles semble varier, mais comprend le plus souvent quelques dizaines de personnes.

B. Entre autonomie et centralisation par le parti : quelle stratégie de la SFIO pour les Cercles Jean-Jaurès ?

La direction de la SFIO est particulièrement hésitante sur la structuration concrète des Cercles, entre centralisation accrue de leur coordination et de leur fonctionnement et décentralisation de leurs activités. En 1947, les Cercles Jean-Jaurès échappent aux GSE, et sont absents du rapport au congrès de la SFIO cette année sur les *Groupes socialistes d'Entreprises*¹³. Dès lors, les Cercles Jean-Jaurès ouvrent la tentation pour certains cadres de la SFIO (Pierre Giraud, Maurice Deixonne, agrégé de philosophie et responsable des questions scolaires auprès de Guy Mollet) de constituer un embryon de secteur éducation pour le parti. Cependant, la volonté d'intégrer les Cercles dans une structure nationale relativement rigide est abandonnée après 1947 : ceux-ci bénéficient dès lors d'une relation autonomie dans leurs travaux. Néanmoins, l'action des Cercles Jean-Jaurès figure dans les rapports d'activités des congrès de la SFIO au moins jusqu'au congrès de Suresnes en 1967, en lien avec la « Commission laïcité et Education nationale » du parti et les parlementaires socialistes spécialisés dans les questions scolaires. C'est le signe que malgré une relative autonomie d'organisation, les Cercles Jean-Jaurès sont présents dans la stratégie de la SFIO vis-à-vis du champ enseignant.

Les Cercles Jean-Jaurès sont réintégrés pleinement parmi les *Groupes Socialistes d'Entreprise* en 1952, au nom de la nécessité de ne pas couper la sociabilité enseignante

¹² Notice nécrologique, *L'Université socialiste* n°137, janvier 1974

¹³ Rapport de Georges BRUTELLE (cadre national de la SFIO) sur les Groupes Socialistes d'Entreprise, 39^{ème} Congrès national de la SFIO du 14-17 Aout 1947 à Lyon (OURS)

socialiste dans le cadre plus global du mouvement ouvrier¹⁴. En effet, l'ouvriérisme qui marque la SFIO rend complexe l'affirmation d'une politique enseignante spécifique, qui renverrait implicitement à une forme « d'embourgeoisement » du milieu socialiste. Cependant, la « politique enseignante » de la SFIO n'est pas niée. Guy Mollet adresse d'ailleurs dans la revue des Cercles Jean-Jaurès un long texte en ce sens, faisant de l'Education nationale un enjeu sociologique, politique et culturel à part pour la SFIO¹⁵. Dans le même temps, les contacts entre le SNI et les Cercles Jean-Jaurès sont maintenus¹⁶. Des personnalités de la majorité de la FEN, comme Clément Durand, instituteur, cadre national du SNI qui a contribué à créer la fédération de parents d'élèves FCPE, sont citées comme des « amis » des Cercles Jean-Jaurès, et participent aux activités de ceux-ci. La direction nationale des Cercles Jean-Jaurès mobilise leurs membres en faveur de la majorité de la FEN, ainsi à l'occasion du congrès de la fédération en 1952¹⁷. Au niveau plus local, il existe aussi des contacts entre Cercles Jean-Jaurès et sections départementales du SNI¹⁸. Ceux-ci s'expliquent par la proximité, voire l'interpénétration sociologique, culturelle et laïque entre les deux champs.

La conséquence de cette proximité est une hostilité marquée de la direction et des animateurs actifs des Cercles Jean-Jaurès vis-à-vis du SGEN, le syndicat enseignant de la CFTC. Son origine chrétienne, et la concurrence syndicale qu'elle incarne vis-à-vis de la FEN sont sources de critiques régulières dans les publications des Cercles, au nom de la culture laïque qui forme le substrat des réseaux enseignants de la SFIO¹⁹. De ce point de vue, les Cercles Jean-Jaurès reflètent la configuration politico-syndicale (l'alliance entre socialisme laïque et majorité de la FEN) qui est celle du milieu enseignant de la SFIO.

2) Les Cercles Jean Jaurès, une ressource ou un enjeu pour le Parti socialiste (1956-1971)?

A. Les Cercles Jean-Jaurès, révélateurs de la crise de la SFIO dans le monde enseignant

Dès le début des années 1950, les Cercles Jean-Jaurès suscitent les interrogations de la direction de la SFIO. D'une part, la *Revue socialiste* qu'ils ont contribué à relancer connaît des difficultés financières récurrentes²⁰. Le coût du maintien et de l'animation des réseaux enseignants socialistes est en effet un sujet de discussion. D'autre part, le réseau des Cercles Jean-Jaurès paraît dynamique et efficace. Cependant, ce dynamisme même pose la question de l'enfermement sociologique de ces réseaux de la SFIO dans le monde éducatif. L'injonction à l'ouverture à d'autres publics est répétée dans les congrès nationaux de la SFIO. Ainsi, au congrès du 1^{er} au 4 juillet 1954 à Asnières, la direction du parti demande aux

¹⁴ Sténotypie des rapports d'activité du 44^{ème} congrès national de la SFIO du 22-25 mai 1952 à Montrouge (OURS), p.32-33

¹⁵ Guy MOLLET, « A tous nos amis enseignants », *L'Université socialiste*, , n°2février 1953

¹⁶ Lettre du Bureau National des Cercles Jean-Jaurès aux responsables départementaux du SNI, 14 mars 1953 (1 APO 51, OURS)

¹⁷ « Les cercles Jean-Jaurès vous invitent... », *L'Université Socialiste*, aout-octobre 1953

¹⁸ Jacques POMMATAU (secrétaire général de la FEN, 1981-1987), entretien du 25/05/2011 ; André HENRY (secrétaire général de la FEN, 1974-1981), entretien du 06/06/2011 ; Guy GEORGES, (secrétaire général du SNI, 1976-1983) entretien du 18/07/2011

¹⁹ Cf. ainsi *L'Université socialiste* n°28, février 1956

²⁰ Rapport du 41ème congrès de la SFIO à Paris, 15-18/07/1949 (OURS)

Cercles de ne pas rester « *enfermés dans les milieux universitaires, mais de devenir des foyers ouverts à tous* ». Paradoxalement, le succès relatif au niveau local des Cercles Jean-Jaurès, attesté par *l'Université socialiste*, aggrave la différence avec le reste du secteur des GSE, en déshérence dans les années 1950 comme le note la politiste Carole Bachelot.

Les Cercles Jean-Jaurès subissent une triple crise à partir de 1956 et l'arrivée de la SFIO au pouvoir. En effet, cette accession est accompagnée de l'échec du projet de réforme scolaire dit « projet Billières », qui révèlent et approfondissent les clivages statutaires, culturels et idéologiques dans le monde enseignant. De plus, elle précipite les divisions sur l'attitude de la SFIO vis-à-vis de la guerre d'Algérie et le passage à la IV^{ème} République. Enfin, les Cercles Jean-Jaurès sont affectés par le départ d'une partie disproportionnée des enseignants socialistes (par rapport aux autres militants SFIO) vers le PSA, puis le PSU.

En effet, le retour de la SFIO au pouvoir en 1956 souligne les difficultés de réseaux enseignants socialistes à la fois idéologiquement, syndicalement et sociologiquement divers. La ligne de fracture entre enseignants du premier degré et du second degré, et sa traduction syndicale (SNI pour le primaire, SNES pour le secondaire) s'avive du fait du projet de réforme Billières. Ce projet, qui s'inspire du texte Langevin-Wallon, propose l'établissement d'une ébauche de collège unique pour les 11-13 ans dans le cadre d'une scolarité obligatoire élargie à 16 ans. Ce projet remporte le soutien du SNI, du SGEN et de l'UNEF. Contre lui émerge un regroupement de différentes forces du second degré. Ce regroupement mène une véritable bataille pour faire échouer le projet qui n'obtient pas de soutien majoritaire à l'Assemblée nationale –notamment du fait de l'hostilité de députés universitaires ou agrégés. Ces conflits syndicaux affaiblissent les Cercles Jean-Jaurès, où se retrouvent des membres du SNES et du SNI. Comme le relève *l'Université socialiste*, les conflits au sein de la majorité de la FEN pèsent sur la cohérence des réseaux enseignants socialistes, ce qui débouche sur une critique du²¹:

« *corporatisme : à l'intérieur même de la FEN, les différentes catégories entrent en conflit. Lorsque le SNI veut faire grève, il n'est pas rare que le SNES s'y oppose, et réciproquement. La lutte est devenue une lutte d'indices.* »

L'échec du projet Billières met par ailleurs en exergue la difficulté pour la SFIO de promouvoir à la fois un projet éducatif précis et en même temps à maintenir ses réseaux enseignants socialistes. Globalement, les Cercles Jean-Jaurès, pourtant composés plutôt d'instituteurs militant au SNI, ne prennent ainsi pas de position ouverte sur le projet Billières, signe d'une gêne face à la diversité des publics enseignants des Cercles.

De plus, la politique du Front Républicain (répression en Algérie, intervention à Suez), puis le soutien de la SFIO à la création de la V^{ème} République suscite une violente critique parmi une partie du monde enseignant. Elle entraîne ce que les militants de la majorité de FEN Robert Chéramy et Henri Aigueperse appellent le « *décrochage à tous les échelons* »²² entre FEN- particulièrement le SNI- et SFIO à partir de 1956. Dans l'opposition interne à la SFIO, les enseignants sont particulièrement présents²³. La surreprésentation des enseignants dans les départs vers le Parti Socialiste Autonome (PSA) est même reconnue par les *Cercles Jean-Jaurès*²⁴. Plusieurs Cercles Jean-Jaurès semblent fermer à cette période. La revue *Université*

²¹ « Nos jeunes enseignants face au problème syndical », *Université socialiste* n°46, décembre 1958

²² Henri AIGUEPERSE and Robert CHERAMY, *Un syndicat pas comme les autres : le SNI*, Paris : Sudel, 1990, p.320

²³ Gilles MORIN, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome, un courant politique de la S.F.I.O. au P.S.U. (1954-1960)*, Thèse histoire, Sorbonne Paris I, 1992

²⁴ *Université socialiste* n°57, février 1960

socialiste est animée plus nettement par des cadres de la SFIO (dont Robert Bailly), les enseignants étant moins nombreux à y participer²⁵. Les difficultés sont particulièrement sensibles dans le compte-rendu du congrès d'Issy-Les-Moulineaux du 19 au 22 juin 1958, c'est-à-dire au pic de la crise interne de la SFIO.

B. Les réseaux enseignants, entre enjeu stratégique de la SFIO et difficultés de renouvellement

Dès lors, le monde enseignant devient un enjeu pour la SFIO. Le rôle de l'appareil partidairiste dans l'animation des Cercles Jean-Jaurès est accru. Ils sont l'objet d'une réforme conduite par le parti en 1959, qui finance ainsi un numéro spécial d'*Université Socialiste* à l'attention des instituteurs²⁶. C'est une forme de nationalisation de l'action des Cercles Jean-Jaurès qui est menée. La direction de la SFIO tire profit à partir de 1960 du positionnement complexe des militants enseignants du PSU vis-à-vis de la majorité de la FEN, certains étant membres de la minorité de la fédération enseignante²⁷. Les sympathies que le PSU avait pu recueillir parmi des militants la majorité de la FEN régressent rapidement de ce fait dès 1960²⁸.

Outre la stratégie syndicale vis-à-vis de la FEN, les Cercles Jean-Jaurès sont relancés par la SFIO en relation avec les fédérations et les sections de celle-ci, qui sont appelées à soutenir les Cercles au niveau local. Jusqu'en 1969, les Cercles Jean-Jaurès deviennent un véritable outil pour la SFIO. Lors de la réunion du Comité directeur du parti en 6 mai 1959, Maurice Deixonne, toujours responsable des questions éducatives du parti, expose ainsi l'enjeu que constitue le monde enseignant. En parallèle, certains militants et cadres de la majorité de la FEN participent à l'amélioration des liens avec la SFIO en s'impliquant à nouveau dans les Cercles Jean-Jaurès. La proximité est telle que la direction du SNI reçoit régulièrement les circulaires des Cercles des années 1960 à 1977. L'un des hommes-clés de cette relation renouvelée est Pierre Desvalois, secrétaire général du SNI de 1962 à 1967 et membre de la direction des Cercles de 1967 à 1977. Le secrétaire général du SNI, de 1967 à 1969 Jean Daubard, était lui-même membre des Cercles²⁹.

De plus, les Cercles Jean-Jaurès sont instrumentalisés par la SFIO pour servir d'auxiliaire dans les stratégies de l'appareil de cette dernière. Cette instrumentalisation est particulièrement marquée dans le cadre de l'alliance des forces de gauche non communiste de la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste). La FGDS, fondée en septembre 1965 pour soutenir une candidature commune à l'élection présidentielle, intègre en effet les Cercles Jean-Jaurès *es qualité* parmi ses organisations fondatrices. Il s'agit d'une stratégie explicitement menée pour donner un poids supplémentaire à la SFIO dans la FDGS, ce qui laisse à penser que les Cercles sont solidement tenus par des cadres du parti. Ceci est relevé par Guy Mollet lors d'un comité directeur de la SFIO³⁰ :

« *L'accord* (NDLR : sur l'exécutif de la FGDS) *s'est fait sur un exécutif de 51 membres où nous serions officiellement représentés par 14 SFIO et 3 membres du CNEP. Avec les 3 délégués des cercles Jean Jaurès, nous sommes donc assurés d'avoir le 1/3 bloquant* »

²⁵ *Université socialiste* n°57, février 1960

²⁶ Rapports d'activité du 51ème congrès national de la SFIO à Puteaux, 9-12/07/1959 (OURS)

²⁷ « Le Congrès de la FEN », *Université socialiste* n°62, décembre 1960

²⁸ Louis ASTRE (cadre national de la FEN, 1967-1984), Entretien du 26/06/2008

²⁹ Comme le montre la note de Pierre DESVALOIS à André OULIAC (secrétaire général du SNI), 28/05/1969 (Archives non classées, UNSA)

³⁰ Intervention de Guy MOLLET, Comité directeur de la SFIO du 17/11/1965 (OURS)

Un tel usage des Cercles Jean-Jaurès au bénéfice de l'appareil partidaire est cependant en contradiction avec l'état des structures au niveau local. Si le département du Pas-de-Calais peut fournir une vingtaine de délégués à une réunion nationale des Cercles en 1969, d'autres départements sont désormais dépourvus de tout maillage territorial à la fin des années 1960, signe d'une rétractation marquée durant la décennie³¹. Mai 1968 a contribué à vider, selon l'aveu même de la direction des Cercles Jean-Jaurès, ceux-ci d'une partie des jeunes enseignants³². Le décalage entre une structure vieillissante et à l'enracinement plutôt rural et l'évolution du corps enseignant (où le second degré a une part croissante après la réforme Berthoin de 1959) est notamment montré par la faible couverture que les événements de Mai 1968 suscitent dans la revue *Université socialiste*³³. Une partie des dirigeants des Cercles Jean-Jaurès interprètent cette régression de leur vivier enseignant comme le signe d'un trop fort lien avec la SFIO, et mettent à nouveau en avant la nature de ceux-ci « *ni un parti, ni un syndicat, n'ont pas de structures rigides. Leurs formes sont souples et ils disposent d'une réelle liberté de mouvement.* »³⁴.

C'est après 1969 le retour à une forme d'autonomie qui marque les Cercles. Ainsi la question de la nature de leur lien avec le parti est posée lors du passage de la SFIO au PS en 1969. Les Cercles Jean-Jaurès deviennent un « mouvement associé » au PS. Ce choix peut laisser statutairement penser qu'il assure une certaine autonomie par rapport à l'appareil partidaire. Cependant, le secrétaire national du PS aux organismes associés, Noël Joseph, siège à la direction des Cercles, en compagnie d'Antoine Blanca, représentant du courant mauroyiste³⁵. La plupart des sensibilités du nouveau Parti socialiste (poperénistes, mauroyiste, savaryste, mollétiste) sont présentes dans les Cercles, notamment dans le vivier des conférenciers et intervenants. Dès lors, entre 1969 et 1971, leur action oscille entre autonomie relative et intégration au dispositif du PS.

3) Les Cercles Jean Jaurès après le congrès d'Épinay : de la fragmentation des réseaux enseignants socialistes à leur reprise en main (1971-1981)

A. La fragmentation des réseaux enseignants socialiste, 1971-1975 : la marginalisation des Cercles Jean Jaurès

Les cercles Jean Jaurès, fortement marqués par le secrétariat général de Guy Mollet de 1946 à 1969, et qui ont servi depuis les années 1960 d'instrument auxiliaire d'influence de la SFIO dans la FGDS se situent dans une ligne plutôt hostile à la Convention des Institutions républicaines (CIR, mitterrandienne)³⁶. Cette réticence est aussi présente chez certains membres de la majorité de la FEN³⁷. Les Cercles Jean-Jaurès, sans prendre position officiellement sur le congrès d'Épinay en 1971, expriment une certaine réserve vis-à-vis de l'arrivée à la tête du PS de François Mitterrand. La direction mitterrandienne ne souhaite en sens contraire ni se priver des réseaux enseignants constitués depuis la SFIO, ni se limiter à ces réseaux qui sont considérés comme politiquement peu sûrs du fait de leur proximité

³¹ *Cercles Jean Jaurès*, circulaire n°3, 18/02/1969 (Archives non classées, UNSA)

³² *Cercles Jean-Jaurès*, circulaire n°10, 10/07/1969 (Archives non classées, UNSA)

³³ Le premier numéro de la revue parue après mai 1968 est l'*Université socialiste* n°106, octobre 1968, sans aucun article sur le sujet.

³⁴ *Cercles Jean-Jaurès*, circulaire n°8, 1969 (Archives non classées, UNSA)

³⁵ *Cercles Jean-Jaurès*, circulaire n°12, 17/10/1969 (Archives non classées, UNSA)

³⁶ Des « *points de divergence avec la CIR* » sont ainsi mentionnés dans *Cercles Jean Jaurès*, circulaire n°3, 18/02/1969 (Archives non classées, UNSA)

³⁷ André HENRY, Conquérir l'avenir. La F.E.N. de 1974 à 1981, Ciem, Paris, 1992, p.33

supposée avec le mollétisme. Au Comité directeur du 13 novembre 1971, la direction du PS décide de conférer le statut de mouvements associés à deux réseaux enseignants au parti socialiste, les Cercles Jean-Jaurès et le mouvement *Démocratie et Université*, qui regroupe les enseignants de sensibilité mitterrannique. L'association a été fondée en 1967 par les enseignants de la CIR (mitterranniens), avec une forte présence d'universitaires et d'agrégés. De plus, cette structure regroupe des socialistes engagés dans la minorité « communiste » de la FEN, dont Stelio Farandjis, assistant et cadre du SNESup, ou Jean Petite, cadre du SNES. C'est la direction du PS elle-même qui choisit donc en 1971 de susciter une forme de concurrence entre réseaux enseignants présents au sein ou au contact du parti, une nouveauté sans précédent dans l'histoire du socialisme partidair depuis 1945. Le congrès d'Épinay marque en effet une triple rupture dans les réseaux enseignants socialistes. D'une part, la sociologie enseignante du PS se transforme, avec l'afflux d'enseignants issus du second degré, voire de l'enseignement supérieur. La place du premier degré tend à stagner, alors que celle des enseignants d'autres ordres progresse notablement.

Tableau- Part des enseignants parmi les délégués aux congrès du Parti socialiste en % (1973-1981)

Année	1973	1977	1979	1981
Pourcentage d'enseignants du premier degré	6	12	11	5,5
Pourcentage d'enseignants du second degré et du supérieur	19	24	19	25

(Source : Roland CAYROL et Colette YSMAL, 1982)

Dès lors, les Cercles Jean-Jaurès, dont les réseaux recoupaient largement la sociabilité du premier degré, voient leur base traditionnelle stagner dans le milieu des adhérents, voire se rétracter parmi les cadres et les dirigeants du PS. La substitution partielle des instituteurs par les professeurs comme « cœur » du public enseignant du Parti socialiste est une évolution qui ne se dément pas dans les années 1970.

D'autre part, et c'est en partie une conséquence de cette première lecture, l'accession de François Mitterrand à la tête donne une place importante aux enseignants (agrégés, universitaires) issus de la *Convention des Institutions Républicaines*. Or nombre d'entre eux militent dans la tendance *Unité et Action* de la FEN (qui domine le SNES et le SNESup). C'est le cas notamment Louis Mexandeau, co-responsable de la délégation Éducation du Parti socialiste de 1975 à 1981, ainsi que de nombreux cadres mitterranniens du PS (ainsi Gilles Catoire, responsable des GSE en milieu éducatif à partir de 1975). De même, le SGEN-CFDT voit sa place au sein du PS progresser nettement à partir de 1971. Les Cercles Jean-Jaurès, qui étaient fondés depuis l'origine sur la concordance des majorités à la FEN et dans le parti socialiste, sont dès lors marginalisés par la fragmentation des engagements syndicaux des enseignants socialistes.

Enfin, le congrès d'Épinay se traduit par une rupture idéologique et culturelle. En effet, jusqu'à 1971, le fonds culturel commun républicain et laïque des adhérents socialistes faisait de l'institution scolaire un facteur d'émancipation. Les Cercles Jean-Jaurès se montraient ainsi hostiles à la remise en cause de l'école portée par Mai 1968³⁸. Or, cette sensibilité est déstabilisée, notamment par les travaux de la sociologie critique de l'école (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, Christian Baudelot, Roger Establet). De même, des courants idéologiques nouveaux au PS, comme la sensibilité rocardienne, sont éloignés du substrat culturel des Cercles Jean-Jaurès. Outre la question identitaire de la laïcité, la sensibilité

³⁸ Pierre DESVALOIS, « Réformistes et révolutionnaires comme Jean Jaurès », *L'Université socialiste* n°106, Octobre 1968

rocardienne remet ainsi en cause ouvertement l'idéal de l'école égalitaire de la culture républicaine³⁹ :

« Dans une perspective socialiste, l'école doit être inégalitaire dans le sens qu'elle doit prendre en compte les différences et permettre à chacun d'atteindre le niveau et le type de connaissance qu'il souhaite. (...) Ainsi l'école contribuerait à créer, non une société égalitaire, mais une société différenciée au sein de laquelle s'exprimerait le droit à la différence »

Ces différents clivages (sociologiques, syndicaux, culturels) dans la sociabilité enseignante socialiste a des conséquences en termes de réseaux enseignants du PS après le congrès d'Epinau. En effet, dans un parti où il n'existe pas entre 1971 et 1975 un véritable secteur éducation, c'est la fragmentation et la concurrence qui marquent les réseaux enseignants socialistes. Il s'engage une forme de compétition entre les deux structures (Cercles et *Démocratie et Université*), alimentée par une opposition politico-syndicale, mais aussi culturelle, sur la nature de l'institution scolaire. La concurrence avec les Cercles Jean-Jaurès est d'ailleurs reconnue par les militants de *Démocratie et Université*⁴⁰.

De même, les Cercles entrent en concurrence avec un nouveau réseau constitué sur la même base sociologique et syndicale que les leurs. En effet, un groupe de membres (et dirigeants) du SNI et du PS, notamment issus du CERES, décide en 1973 de créer *Ecole et Socialisme*. Celui-ci a pour vocation de renouveler l'alliance entre la majorité de ce syndicat et le PS. Très rapidement, *Ecole et Socialisme* établit des groupes départementaux qui rappellent largement l'organisation des Cercles Jean-Jaurès au niveau local⁴¹. Des cadres nationaux du SNI, figurent dans l'organigramme de l'association. Le secrétaire pédagogique et futur dirigeant du syndicat (1976-1983), Guy Georges, soutient officieusement la structure. De même, des militants du CERES (dont Jacques Guyard, futur député-maire d'Evry) sont présents dans *Ecole et Socialisme*. Les relations de ce dernier mouvement avec les Cercles Jean-Jaurès sont complexes : en effet, il existe des doubles appartenances. Cependant, *Ecole et Socialisme* prive les Cercles d'une partie de leur public et constitue une organisation concurrente, qui bénéficie d'un dynamisme réel (présence dans la majorité du PS, jeunesse relative des membres, moyens matériels supérieurs).

B. La centralisation d'une politique enseignante de l'après-1975 par l'appareil socialiste : la remise en cause par le PS des réseaux enseignants autonomes

L'année 1975 marque une rupture dans ce polycentrisme croissant des réseaux enseignants socialistes depuis 1971, tout en confirmant le déclin irréversible des Cercles Jean-Jaurès. En effet, suite au départ du CERES de la majorité du PS au congrès de Pau (1975), ce courant tente de créer un courant politico-syndical au SNES (« *Unité et rénovation* »). Cette tentative suscite la critique sévère à la fois des directions de la FEN et du PS⁴². Désormais, la fragmentation des réseaux socialistes enseignants des années 1971-1975 apparaît comme un danger pour les directions des deux organisations. De plus, cette fragmentation a empêché la formulation d'un projet éducatif cohérent au Parti socialiste, du fait des différences sociologiques, professionnelles et culturelles qu'elle portait et de la préemption par les réseaux enseignants de la réflexion sur le champ scolaire du PS. Deux décisions sont prises pour affirmer une politique centralisée et unifiée vis-à-vis du monde enseignant de la part du Parti socialiste en tant que tel, constituant un double tournant pour les Cercles Jean-Jaurès.

³⁹ Michel ROCARD, Supplément au *Poing et la Rose* n°78, janvier 1979, p.15

⁴⁰ Compte-rendu des Assises de Démocratie et Université, 29/03- /04/1973 (Fonds documentation, FJJ)

⁴¹ « Vie des groupements départementaux », *Ecole et Socialisme* n°2, mars 1976

⁴² Déclaration du Bureau Exécutif du PS du 30/04/1975 (OURS) ; André HENRY (secrétaire général de la FEN), éditorial de *l'Enseignement public* (revue de la FEN), 9/05/1975

D'une part, après le congrès de Pau en février 1975, une « Délégation nationale à l'Education nationale » est créée. Sa direction est assurée par deux universitaires et élus du PS, Louis Mexandeau (qui gère la structure en réalité) et Roger Quilliot. Sa fondation est liée à une volonté de centralisation et d'unification des liens entre PS et monde enseignant, qui doit transcender ses différents clivages (corporatifs, disciplinaires, statutaires, syndicaux)⁴³. Cette volonté unificatrice se traduit par la tenue, le 11 mai 1975, d'une « *journée des enseignants socialistes* » sous l'égide du nouveau secteur éducation du PS et organisée sans les Cercles Jean-Jaurès ni les autres réseaux enseignants socialistes. Désormais, la réflexion sur les questions éducatives et les liens avec les personnels enseignants passe par le secteur éducation du PS, dont la charge revient systématiquement à un membre de la majorité miterrandienne jusqu'à l'éclatement de celle-ci en 1988.

D'autre part, à partir de 1975, le Secrétariat national aux entreprises du PS relance la création de GSE en milieu scolaire. Ceux-ci sont distincts des Cercles Jean-Jaurès, et sont sous la responsabilité d'un militant miterrandien, Gilles Catoire, qui travaille d'ailleurs aussi au secteur éducation du PS. En 1978, il est estimé que près de 11% de tous les GSE établis le sont dans le secteur de l'Education nationale, ce qui montre un contrôle croissant des structures socialistes à direction du monde enseignant par l'appareil partidaire. En 1979, au Congrès de Metz, le Parti socialiste décide de centraliser encore plus nettement l'implantation des GSE scolaires, en créant une structure nationale (le Groupe socialiste d'entreprises de l'Education nationale) dont le secrétariat est assuré par Gilles Catoire. Louis Mexandeau et Roger Quilliot, à la veille du congrès de Metz soulignent que c'est désormais le secteur éducation du PS qui anime la politique enseignante du PS⁴⁴. En 1980, le secteur éducation du PS absorbe le mouvement et la revue *Ecole et Socialisme*, réduisant encore l'espace des réseaux enseignants socialistes non contrôlés par le parti. Si les Cercles Jean-Jaurès sont toujours « organisme associé » au congrès de Metz du PS en 1979, ceux-ci sont en proie à de lourdes difficultés financières et à une forme de marginalisation dans le secteur éducation du PS. Leur activité devient épisodique et leur influence au sein du PS largement marginale.

Outre le déphasage sociologique, sensible depuis 1971, les Cercles Jean-Jaurès connaissent en effet une évolution similaire aux autres réseaux enseignants du PS qui renforcent leur dévitalisation. Dans la seconde moitié des années 1970, une partie des militants et animateurs des Cercles, mais aussi de *Démocratie et Université* ou d'*Ecole et Socialisme* s'impliquent dans les carrières partidaires et électorales. Les élections municipales de 1977 et législatives de 1978 voient ainsi le basculement d'une partie des animateurs et membres des réseaux enseignants socialistes, désormais élus et cadres du PS. La conversion à une carrière politique traditionnelle de ces militants œuvrant est d'ailleurs reconnue par la revue des *Cercles Jean-Jaurès*⁴⁵. La fin des années 1970 voit dès lors la conjonction entre une triple évolution pour ceux-ci : les réseaux socialistes enseignants autonomes vis-à-vis du PS sont affaiblis, celui-ci affirme une politique enseignante plus centralisée, et enfin les enseignants qui animaient ces réseaux basculent à la fin de la décennie dans une carrière politique traditionnelle qui n'a plus que peu de rapport avec la sociabilité enseignante. Les Cercles Jean-Jaurès ont une activité attestée jusqu'en 1988, mais à un niveau réduit, voire confidentiel⁴⁶. De ce point de vue, la rupture multiforme de la fin des années 1970, combinant évolutions partidaires et rétractation des réseaux enseignants du PS semble pérenne.

⁴³ Rapport de Louis MEXANDEAU sur l'Education nationale, annexe au Comité directeur des 2-3/05/1975 (OURS)

⁴⁴ Louis MEXANDEAU, Roger QUILLIOT, « Education nationale », *Le poing et la rose* n°80, mars 1979

⁴⁵ *Université socialiste* n°156, janvier-février 1978

⁴⁶ Lettre de Jean-François FER (président des Cercles Jean-Jaurès) à Michel BOUCHAREISSAS (ancien dirigeant du CNAL et ancien secrétaire national du SNI), 30/10/1988 (Archives non classées, UNSA)

Conclusion :

L'étude du cas des Cercles Jean-Jaurès, de la fin des années 1940 aux années 1980 semble montrer quelques axes saillants des rapports entre socialisme hexagonal (SFIO puis PS) et monde enseignant, par le biais des réseaux enseignants socialistes dont les Cercles ont été un premier exemple. La surreprésentation des enseignants à tous les échelons (électeurs, militants, cadres) est une donnée régulière, qui relie la SFIO au PS. Cependant, cette surreprésentation même a entraîné (projet Billières, période 1971-1975) des formes de conflit entre enseignants socialistes sur des lignes de différences statutaires et culturelles.

Deuxième élément, les Cercles Jean-Jaurès révèlent les ambiguïtés du socialisme hexagonal vis-à-vis de cette surreprésentation. La supposition d'un lien privilégié avec le monde enseignant pouvait en effet être perçue par les élites partidaires alternativement (voire simultanément) comme une ressource utile ou comme le danger d'un « parti d'enseignants » au détriment de la présence d'autres couches sociales.

Troisième élément, qui a été l'axe central de cette étude, la question de l'articulation pratique entre les Cercles Jean-Jaurès et l'appareil partidaire révèle une stratégie de la SFIO, puis du PS, entre deux lignes de force opposées. D'une part, du fait de la sociabilité enseignante (multi-positionnement, relative indépendance statutaire et sociale), la tendance à laisser un certain degré de décentralisation et d'autonomie aux réseaux enseignants marque largement la période d'existence des Cercles. Cependant, dès la fondation de ceux-ci, la direction de la SFIO, puis du PS, a tenté de renforcer un contrôle central et national de ces réseaux socialistes enseignants. Cette volonté est récurrente tant à la SFIO qu'au PS, malgré les évolutions historiques, sociales, culturelles et politiques qui marquent la période des années 1940-1980.

De ce point de vue, l'étude des Cercles Jean-Jaurès souligne les ambiguïtés et les facteurs multiples qui président aux rapports entre monde enseignant et socialisme hexagonal, du fait même de la proximité longtemps proclamée entre les deux champs.

Lexique :

CNAL : Comité national d'Action laïque. Fondé en 1953, il regroupe la FEN (aujourd'hui, UNSA Education), le SNI (SE-UNSA aujourd'hui), la Ligue de l'enseignement, les Délégués cantonaux de l'Education nationale (aujourd'hui DDEN) et la FCPE.

FEN : Fédération de l'Education nationale. Organisation syndicale majoritaire des personnels éducatifs de 1946 à 1992. La FEN contenait trois principaux courants : la majorité dite « *autonome* » puis *Unité-Indépendance -Démocratie* (de sensibilité socialisante), « *cégétiste* » puis *Unité et Action* (de sensibilité communiste comprenant des non-communistes), et *Ecole émancipée* (extrême-gauche).

FCPE : Fédération des conseils de parents d'élèves, plus importante organisation de parents d'élèves depuis 1947, proche de la gauche.

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière, fondée en 1905. La SFIO devient l'actuel Parti socialiste en 1969.

SNES : Syndicat national des enseignements de second degré, syndicat de la FEN jusqu'en 1992, majoritaire dans le second degré jusqu'à aujourd'hui. Le SNES passe d'une majorité « *autonome* » à une majorité *Unité et Action* en 1967.

SNI (puis SNI-PEGC): Syndicat national des instituteurs, plus grand syndicat de la FEN et syndicat majoritaire chez les instituteurs et les PEGC (professeurs de collège) jusqu'en 1992. Le SNI était contrôlé par la majorité « *autonome* » puis UID.